

Vu l'avis du Conseil de Direction, émis le 17 mars 1992;

Vu l'avis favorable du Comité de concertation de base, émis le 5 juin 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le bon fonctionnement des services exige que les signalements sont attribués à temps; que la procédure ne peut s'attarder à la suite des propositions hors délais; qu'il est d'urgence nécessaire d'étendre les possibilités de déléguer la compétence d'établir les propositions de signalement pour qu'on puisse exécuter les dispositions de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel portant désignation des supérieurs hiérarchiques compétent d'établir des propositions de signalement pour le personnel de la Société publique des Déchets de la Région flamande, est ajoutée la phrase suivante : « En cas où le chef de service reste en défaut, le directeur de l'administration dont relève le service du personnel, est autorisé de relater les faits sur la fiche individuelle et d'établir les propositions de signalement. »

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : « En cas d'absence temporaire ou définitive des supérieurs hiérarchiques visés à l'article 1^{er}, leur compétence visée aux articles 1^{er} et 2^e du présent arrêté est déléguée au fonctionnaire général de l'administration dont relève le fonctionnaire intéressé; au cas où ce fonctionnaire général serait absent, elle appartient au fonctionnaire général désigné par l'administrateur général. »

Bruxelles, le 14 septembre 1992.

N. DE BATSELIER

N. 92 — 2681 (92 — 2408)

15 JULI 1992. — Besluit van de Vlaamse Executieve tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van de bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 16 september 1992, in de Nederlandse tekst op bladzijde 20073, dient men op de 17e regel te lezen :

Werkleider voor de paramedische discipline 330

TRADUCTION

F. 92 — 2681 (92 — 2408)

15 JUILLET 1992. — Arrêté de l'Exécutif flamand modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 16 septembre 1992, dans le texte néerlandais à la page 20073, dix-septième ligne, il y a lieu de lire :

Chef de travaux pour la discipline paramédicale 330

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 92 — 2682

15 JUIN 1992. — Arrêté de l'Exécutif fixant la procédure d'octroi et de retrait d'agrément spécial pour les maisons de soins psychiatriques

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins, modifiée par la loi du 8 août 1980 et l'arrêté royal n° 59 du 22 juillet 1982, notamment l'article 5, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes pour l'agrément spécial des maisons de soins psychiatriques;

Vu l'avis du Conseil communautaire des Etablissements de Soins;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Considérant la nécessité d'informer rapidement les responsables des établissements précités de la procédure à suivre pour obtenir un agrément;

Vu l'urgence ainsi motivée;

Sur proposition du Ministre ayant la Santé dans ses attributions;

Vu la délibération de l'Exécutif du 1^{er} juin 1992,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Règles de base

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'agrément spécial en tant que maison de soins psychiatriques peut être accordé à un établissement qui répond aux normes et qui s'inscrit dans le cadre de la planification établie sur la base de l'article 5 de la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins.

§ 2. L'agrément spécial en qualité de maison de soins psychiatriques est accordé par le Ministre ayant la Santé dans ses attributions, dénommé ci-après « Le Ministre » sur l'avis du Conseil communautaire des établissements de soins, ci-après dénommé « le Conseil ».

§ 3. Celui qui introduit pour la première fois une demande d'agrément spécial en qualité de maison de soins psychiatriques peut être agréé provisoirement.

CHAPITRE II. — L'agrément spécial provisoire

Art. 2. Pour être recevable, la demande d'agrément spécial provisoire doit être adressée au Ministre, accompagnée des documents suivants :

1. a) une copie de la décision d'agrément à la date de l'introduction de la demande s'il s'agit d'un hôpital reconverti et agréé;

b) une copie de l'accord de principe accordé antérieurement s'il s'agit de lits hospitaliers ne pouvant pas être mis en service par suite de l'application de l'article 29 de la loi sur les hôpitaux;

2. une copie de la décision démontrant que le maison de soins psychiatriques s'inscrit dans le cadre de la planification visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du présent arrêté;

3. les documents apportant la preuve de la réduction équivalente de lits hospitaliers dans des services hospitaliers désaffectés, comme exigé par l'article 5 de la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins. Cette épreuve doit être fournie selon les modalités déterminées aux annexes 1, 2 et 3 du présent arrêté;

4. une note mentionnant : le statut du demandeur, le nom du gestionnaire responsable, le nom de la personne responsable de la gestion journalière et le nom du médecin désigné par le pouvoir organisateur; ce document doit être signé par les intéressés;

5. la liste du personnel infirmier, soignant et paramédical ainsi que leur nom, leur qualification, leur numéro d'immatriculation et la durée de leur prestation hebdomadaire, démontrant qu'il est satisfait aux normes de personnel imposées;

6. un plan indiquant les voies de communications internes de l'établissement, la destination des locaux, le nombre total de lits dans l'établissement et le nombre de lits faisant l'objet de la demande d'agrément spécial provisoire en qualité de maison de soins psychiatriques;

7. une note descriptive indiquant de quelle manière il est répondu aux normes concernant l'équipement technique;

8. une copie de la convention conclue avec l'établissement psychiatrique avec lequel une liaison fonctionnelle doit être assurée conformément aux normes d'agrément en vigueur;

9. un document daté concernant les garanties de l'établissement en matière de sécurité contre l'incendie, conformément aux prescriptions de l'article 10 de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes pour l'agrément spéciale de maisons de soins psychiatriques. Il s'agit d'une attestation dûment datée et signée du bourgmestre de la commune où est établi l'établissement aux termes de laquelle il est satisfait aux normes de protection contre l'incendie. Cette attestation est rédigée après que le service d'incendie compétent ait fait rapport sur la situation en matière de sécurité contre l'incendie dans l'établissement. L'attestation et le rapport ne peuvent dater de plus d'un an au moment de l'introduction de la demande.

Art. 3. § 1^{er}. Au cas où il est satisfait aux exigences de recevabilité énumérées à l'article 2, l'agrément spécial provisoire peut être accordé à l'établissement.

§ 2. Le Ministre fait part de sa décision dans les trois mois qui suivent la réception de la demande. La décision mentionne la date à laquelle l'agrément spécial provisoire entre en vigueur; en cas de refus d'agrément, la décision est motivée.

La maison de soins psychiatriques ne peut en aucun cas être mise en exploitation avant la date d'entrée en vigueur de l'agrément spécial provisoire ou, à défaut, d'une décision rendue dans les délais prévus avant que trois mois ne soient écoulés depuis la réception de la demande.

§ 3. L'agrément spécial provisoire est valable pour un terme de six mois renouvelable.

CHAPITRE III. — L'agrément spécial

Art. 4. § 1^{er}. Au cours de la période d'agrément spécial provisoire, le Ministre procède à une enquête afin de déterminer si la maison de soins psychiatriques fonctionne dans le respect des normes.

§ 2. Le Ministre peut demander des documents ou des renseignements complémentaires au requérant, charger les fonctionnaires responsables de la surveillance des hôpitaux de mener une enquête supplémentaire ou accorder un délai afin de permettre au demandeur de satisfaire aux exigences et aux normes fixées.

§ 3. Les résultats de l'enquête sont communiqués au demandeur et transmis au secrétariat du Conseil.

Le demandeur dispose de quinze jours à partir de la réception des résultats pour transmettre ses remarques écrites au Secrétariat du Conseil. Le demandeur transmet copie de ses remarques au Ministre à l'attention du Directeur général de la Santé du Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

§ 4. Le Conseil examine la demande. L'avis du Conseil est notifié par son secrétariat aux parties concernées.

§ 5. Le demandeur peut solliciter, par un mémoire justificatif adressé au Ministre et au Secrétariat du Conseil, un nouvel examen de son dossier.

Le demandeur dispose à cet effet d'un délai de quinze jours à partir de la date de la réception de l'avis.

Cette demande de nouvel examen revêt un caractère de recours suspensif jusqu'à décision finale du Ministre.

§ 6. Le Secrétariat communique aux parties concernées, au moins huit jours à l'avance, la date à laquelle le Conseil procédera à ce nouvel examen. Le demandeur est entendu en séance. Le Conseil doit émettre un avis définitif.

Art. 5. Le Ministre statue sur la demande d'agrément spécial.

L'agrément spécial mentionne le nombre de lits en maisons de soins psychiatriques. L'agrément spécial est accordé pour un délai de six ans au plus et peut être prorogé.

En cas de refus d'agrément, la décision est motivée.

Art. 6. Toute modification concernant les données énoncées à l'article 2 du présent arrêté, se produisant au cours de la période d'agrément, sera immédiatement communiquée à l'Administration du Ministère de la Culture et des Affaires sociales (Direction générale de la Santé, Service des Etablissements de soins).

CHAPITRE IV. — *La prorogation de l'agrément spécial*

Art. 7. Le demandeur introduit la demande de prorogation de l'agrément spécial auprès de l'Administration du Ministère de la Culture et des Affaires sociales compétente et ce, au plus tard six mois avant l'expiration de l'agrément spécial en cours.

La demande sera accompagnée des documents mentionnés à l'article 2.4 à 9 et d'une nouvelle attestation en matière de sécurité contre l'incendie lorsque l'attestation précédente a été établie depuis plus de cinq ans ou lorsque le bâtiment ou les équipements ont fait l'objet de modification susceptibles de remettre en cause la sécurité dans l'établissement.

Si les conditions énumérées à l'alinéa précédent du présent article sont remplies, l'agrément spécial est provisoirement prorogé de plein droit jusqu'à la décision du Ministre.

La procédure de prorogation de l'agrément est la même que celle prévue aux articles 4 et 5, alinéa 2, du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Retrait de l'agrément spécial*

Art. 8. § 1^{er}. Si une maison de soins psychiatriques ne répond plus aux normes imposées, le Ministre peut en tout temps retirer l'agrément spécial.

Il notifie sa décision motivée au gestionnaire, lequel dispose de quinze jours à partir de la date de réception de la notification pour introduire un mémoire justificatif auprès du Ministre.

§ 2. Le Ministre envoie le dossier au Conseil qui examine la décision de retrait d'agrément spécial.

La suite de la procédure est la même que celle prévue à l'article 4, §§ 4, 5 et 6.

§ 3. La décision portant retrait de l'agrément spécial est motivée et notifiée par le Ministre au gestionnaire; copie de cette décision est transmise à l'attention de l'administration compétente en matière de maisons de soins psychiatriques du Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Art. 9. La décision portant retrait de l'agrément spécial en qualité de maison de soins psychiatriques entre en vigueur à dater du onzième jour de sa notification.

A dater de ce jour, il n'est plus permis d'admettre de nouvelles personnes nécessitant des soins; le gestionnaire informera immédiatement de cette décision les bénéficiaires d'allocations pour soins et assistance dans les actes de la vie journalière.

Art. 10. Une maison de soins psychiatriques ayant fait l'objet d'une décision de retrait de l'agrément spécial est considérée comme ne s'inscrivant plus dans le cadre de la planification si elle ne répond pas à nouveau aux normes prévues à l'article 1^{er}, § 1^{er}, dans les deux ans suivant la date du retrait de l'agrément spécial ou, le cas échéant, de l'arrêt du Conseil d'Etat prononcé sur la base de l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.

Art. 11. Le pouvoir organisateur d'une maison de soins psychiatriques qui décide de renoncer volontairement à l'agrément spécial de tout ou d'une partie des lits agréés, est tenu d'en avertir le Ministre, trois mois à l'avance, en mentionnant la date à laquelle cette décision entre en vigueur.

Cette renonciation volontaire entraîne l'exclusion immédiate desdits lits du cadre de planification.

Art. 12. Le retrait de l'agrément spécial et sa date d'entrée en vigueur sont publiés au *Moniteur belge*.

Art. 13. § 1^{er}. Le Ministre peut, par décision motivée, ordonner la fermeture immédiate d'une maison de soins psychiatriques pour des motifs de protection de la santé publique.

Il en informera le gestionnaire qui doit procéder à l'évacuation immédiate des personnes admises dans l'établissement.

Le Conseil en est également informé.

Le Secrétariat du Conseil informe sans délai le gestionnaire de la date à laquelle l'affaire sera examinée et l'invite à faire valoir ses observations et à comparaître devant le Conseil.

§ 2. Le Conseil, quelle que soit la suite donnée à l'invitation à comparaître, délibère et transmet sans délai son avis au Ministre qui prend une décision définitive.

CHAPITRE VI. — *Dispositions générales et transitoires*

Art. 14. La demande d'agrément spécial et les actes de la procédure s'effectuent par lettre recommandée.

Les articles 84 et 88 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat sont applicables en ce qui concerne les délais fixés dans le présent arrêté.

Art. 15. Les établissements introduisant une demande d'agrément spécial en qualité de maison de soins psychiatriques ne doivent pas, à titre de mesure transitoire, présenter le document visé à l'article 2.2. et ce, jusqu'à une date à fixer par le Ministre.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 17. Le Ministre de la Santé de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juin 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme. M. DE GALAN

Annexe I

Modèle de formulaire pour l'application du deuxième alinéa de l'article 5, § 4, de la loi du 27 juin 1978 modifiant la loi sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de soins

I. Pouvoir organisateur :
 Nom :
 Adresse :
 Responsable(s) :
 Numéro de téléphone :

A transmettre au Ministère de la Culture et des Affaires sociales
 Direction générale de la Santé
 Service des Etablissements de Soins
 Boulevard Léopold-II 44
 1080 Bruxelles

II. Objet de la demande :

1. Nombre de lits de soins psychiatriques pour lequel un agrément spécial est demandé :
2. Les lits de soins sont installés dans : (1)
 - un service hospitalier désaffecté
 - un service hospitalier qui n'a pas été mis en service
 - une maison de repos agréée
3. Date de la mise en service des lits de soins psychiatriques :

III. Réduction de lits d'hôpitaux

Le nombre de lits réduits comporte : (2)

1. Dans un/des service(s) hospitalier(s) désaffecté(s) :
 Dans ce cas, la déclaration figurant à l'annexe II du présent arrêté est jointe, dûment remplie, au présent formulaire.
2. Dans une maison de repos et de soins :
 Dans ce cas, la déclaration figurant à l'annexe III du présent arrêté est jointe, dûment remplie, au présent formulaire.

Date :

Signature + qualité

- (1) Veuillez mettre une X à l'endroit qui convient.
 (2) Ne remplir que la rubrique qui convient.

Annexe II

Modèle de déclaration de l'hôpital où une réduction de lits est opérée par désaffectation

I. Pouvoir organisateur:

Nom :
Adresse :
Responsable(s) :
Numéro de téléphone :

A transmettre au Ministère de la Culture et des Affaires sociales
Direction générale de la Santé
Service des Etablissements de Soins
Boulevard Léopold-II 44
1080 Bruxelles

II. Preuve de la réduction de lits :

services (index)	Nombre de lits exist. avant désaffect. a) nombre de lits agréés A, T, K, a, t, k, Vp b) autres lits	Nombre de lits désaffectés a) nombre de lits agréés A, T, K, a, t, k, Vp b) autres lits	Futur nombre de lits dans l'hôpital après désaffectation	Nombre de lits de soins psy. dans l'hôpital où la désaffectation a eu lieu	Nombre de lits de soins psy. hors hôpital d'habitations protégées

III. Identification de l'établissement où des lits de soins sont demandés

Nom :
Adresse :
Responsable(s) :
N° de téléphone :

Signature + qualité + date, des responsables de l'hôpital où la désaffectation a eu lieu
et de la M.S.P. où seront installés les lits de soins psychiatriques

Annexe III

Modèle de formulaire pour l'application de l'article 6 de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 (n° 1857)
fixant les règles de réduction équivalente de lits hospitaliers exigée pour obtenir un agrément spécial de lits de soins

I. Pouvoir organisateur :
Nom :
Adresse :
Responsable(s) :
Numéro de téléphone :

II. Preuve de la réduction de lits

Lits M.R.S. agréés avant la désaffectation	Lits M.R.S. programmés avant la désaffectation	Futur nombre de lits M.R.S. agréés	Futur nombre de lits M.R.S. programmés	Nombre de lits de soins psychiatriques

Date de la désaffectation des lits de soins (M.R.S.) :

III. Identification de l'établissement où des lits de soins psychiatriques sont demandés

Nom :
Adresse :
Responsable(s) :
N° de téléphone :

Signature + qualité + date, des responsables de la M.R.S. où la désaffectation a eu lieu
et de la M.S.P. où seront ouverts les lits de soins psychiatriques

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 92 — 2682

**15 JUNI 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap
tot vaststelling van de procedure voor de toekenning en de intrekking van de bijzondere erkenning
van psychiatrische verzorgingstehuizen**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 27 juni 1978 houdende wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980 en het koninklijk besluit nr. 59 van 22 juli 1982, inzonderheid op artikel 5, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van psychiatrische verzorgingstehuizen;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor de verzorgingsinstellingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Overwegende dat het nodig is de verantwoordelijken voor voormelde instellingen snel in te lichten over de te volgen procedure om een erkenning te bekomen;

Gelet op de aldus gemotiveerde dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 1 juni 1992 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Basisregelen

Artikel 1. § 1. De bijzondere erkenning als psychiatrisch verzorgingstehuis mag verleend worden aan een instelling die beantwoordt aan de normen en die in de lijn ligt van de planning bepaald op basis van artikel 5 van de wet van 27 juni 1978 houdende wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging.

§ 2. De bijzondere erkenning als psychiatrisch verzorgingstehuis wordt verleend door de Minister tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort, hierna « de Minister » genoemd, an advies van de Gemeenschapsraad van de verzorgingsinstellingen, hierna « de Raad » genoemd.

§ 3. Hij die voor de eerste keer een aanvraag tot bijzondere erkenning als psychiatrisch verzorgingstehuis indient, kan een voorlopige erkenning bekomen.

HOOFDSTUK II. — De voorlopige bijzondere erkenning

Art. 2. Om als ontvankelijk te kunnen worden beschouwd, moet de aanvraag tot voorlopige bijzondere erkenning aan de Minister gericht worden, samen met de volgende bescheiden :

1. a) Een afschrift van de beslissing tot erkenning op de datum van de indiening van de aanvraag indien het om een omgebouwd en erkend ziekenhuis gaat;

b) een afschrift van het eerder toegekend principieel akkoord wanneer het ziekenhuisbedden betreft die niet in gebruik kunnen worden gesteld ten gevolge van de toepassing van artikel 29 van de wet op de ziekenhuizen.

2. Een afschrift van de beslissing waarbij wordt bewijs geleverd dat het psychiatrisch verzorgingstehuis in de lijn ligt van de planning bedoeld in artikel 1, § 1, van dit besluit.

3. De bescheiden die het bewijs leveren van de evenredige vermindering van de ziekenhuisbedden in de buiten gebruik gestelde ziekenhuisdiensten, zoals vereist bij artikel 5 van de wet van 27 september 1978 houdende wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging. Dit bewijs moet geleverd worden volgens de modaliteiten bepaald in bijlagen 1, 2 en 3 van dit besluit;

4. Een nota met vermelding van het statuut van de aanvrager, de naam van de persoon verantwoordelijk voor het dagelijks beheer en de naam van de geneesheer die door de inrichtende macht werd aangesteld; dit bescheid moet door de betrokkenen worden ondertekend.

5. De lijst van het verplegend, verzorgend en paramedisch personeel evenals hun naam, hun qualificatie, het registratienummer en de duur van hun wekelijkse prestaties waarbij wordt bewijs geleverd dat voldaan wordt aan de opgelegde normen inzake personeelsbezetting.

6. Een plan waarop de interne communicatiewegen van de instelling, het gebruik van de lokalen, het globaal aantal bedden in de instelling en het aantal bedden waarvoor de voorlopige bijzondere erkenning als psychiatrisch verzorgingstehuis werd aangevraagd.

7. Een bestrijvende nota van de wijze waarop aan de normen inzake technische uitrusting wordt voldaan.

8. Een afschrift van de overeenkomst gesloten met de psychiatrische instelling waarmee een functionele band moet verzekerd worden, overeenkomst de vigerende erkenningsnormen.

9. Een gedateerd bescheid betreffende de waarborgen van de instelling inzake brandbeveiliging, overeenkomstig de voorschriften van artikel 10 van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van psychiatrische verzorgingstehuizen. Het gaat om een gedateerd attest dat ondertekend is door de burgemeester van de gemeente waar de instelling zich bevindt en dat bevestigt dat voldaan wordt aan de normen inzake brandbeveiliging.

Dit attest wordt opgemaakt nadat de bevoegde brandweerdienst verslag heeft uitgebracht over de toestand inzake brandbeveiliging in de instelling.

Het attest en het verslag mogen niet meer dan één jaar dagtekenen op het ogenblik van de indiening van de aanvraag.

Art. 3. § 1. Indien voldaan wordt aan de in artikel 2 vermelde eisen inzake ontvankelijkheid, kan de voorlopige bijzondere erkenning aan de instelling worden verleend.

§ 2. De Minister geeft kennis van zijn beslissing binnen de drie maanden die volgen op de ontvangst van de aanvraag. De beslissing vermeldt de datum waarop de voorlopige bijzondere erkenning van kracht wordt; in geval van weigering van de erkenning, wordt de beslissing met redenen omkleed.

Het psychiatrisch verzorgingstehuis mag in geen enkel geval uitgebaat worden vóór de datum van de inwerkingtreding van de voorlopige bijzondere erkenning of bij gebrek aan een binnen de voorziene perken beslissing, noch voorafeer drie maanden verlopen zijn sedert de ontvangst van de aanvraag.

§ 3. De voorlopige bijzondere erkenning is geldig voor een hernieuwbare termijn van zes maanden.

HOOFDSTUK III. — *De bijzondere erkenning*

Art. 4. § 1. Tijdens de periode van voorlopige bijzondere erkenning, stelt de Minister een onderzoek in om te zien of het psychiatrisch verzorgingstehuis wel degelijk functioneert volgens de normen.

§ 2. De Minister kan de aanvrager verzoeken hem sommige bescheiden of bijkomende inlichtingen te bezorgen, de ambtenaren verantwoordelijk voor het toezicht op de ziekenhuizen een bijkomend onderzoek in te stellen of een uitstel toe te kennen om de aanvrager de mogelijkheid te bieden aan de gestelde vereisten en normen te voldoen.

§ 3. De resultaten van het onderzoek worden ter kennis van de aanvrager gebracht en aan het secretariaat van de Raad overgemaakt.

De aanvrager heeft veertien dagen, te rekenen vanaf de ontvangst van de resultaten, om zijn opmerkingen schriftelijk over te maken aan het secretariaat van de Raad.

De aanvrager bezorgt een afschrift van zijn opmerkingen aan de Minister ter attentie van de directeur-generaal voor de gezondheid van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

§ 4. De raad onderzoekt de aanvraag. Het secretariaat stelt de betrokken partijen in kennis van het advies van de raad.

§ 5. De aanvrager kan vragen zijn dossier opnieuw te onderzoeken via een rechtvaardigingsgeschrift gericht aan de Minister en aan het secretariaat van de Raad.

Te dien einde, beschikt de aanvrager over veertien dagen, te rekenen vanaf de datum waarop het advies werd ontvangen.

Deze aanvraag tot nieuw onderzoek heeft kracht van schortend beroep tot wanneer de Minister zijn uiteindelijke besluit heeft genomen.

§ 6. Het secretariaat deelt ten minste acht dagen op voorhand, aan de betrokken partijen, de datum mede waarop de Raad dit dossier opnieuw zal onderzoeken. De aanvrager wordt ter zitting gehoord. De Raad moet een definitief advies uitbrengen.

Art. 5. De Minister beslist over de aanvraag tot bijzondere erkenning.

De bijzondere erkenning vermeldt het aantal bedden in de psychiatrische verzorgingstehuizen. De bijzondere erkenning wordt hoogstens voor een termijn van ... jaar toegekend en kan verlengd worden.

In geval van onthouding van de erkenning, wordt de beslissing met redenen omkleed.

Art. 6. Elke wijziging aan de in artikel 2 van dit besluit vermelde gegevens, die tijdens de periode van erkenning plaatsgrijpt, wordt onmiddellijk medegedeeld aan het Bestuur van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (Algemene Directie voor Gezondheid, Dienst der verzorgingsinstellingen).

HOOFDSTUK IV. — *De verlenging van de bijzondere erkenning*

Art. 7. De aanvrager dient de aanvraag tot verlenging van de bijzondere erkenning in bij het bevoegd Bestuur van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken uiterlijk zes maanden vóór de vervaldag van de lopende bijzondere erkenning.

Samen met de aanvraag worden de in artikel 2.4 tot 9 vermelde bescheiden gezonden evenals een nieuw attest inzake brandbeveiliging, indien het vorig attest sedert meer dan vijf jaar werd opgemaakt of indien het gebouw of de uitrustingen dergelijke wijzigingen hebben ondergaan dat zij een bedreiging voor de veiligheid van de instelling kunnen betekenen.

Indien de in het vorig lid van dit artikel vermelde voorwaarden vervuld zijn, wordt de bijzondere erkenning voorlopig van rechtswege verlengd tot wanneer de Minister een beslissing neemt.

De procedure voor de verlenging van de erkennig is dezelfde als deze voorzien bij de artikelen 4 en 5, lid 2, van dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Intrekking van de bijzondere erkenning*

Art. 8. § 1. Indien een psychiatrisch verzorgingstehuis niet meer aan de opgelegde normen voldoet, kan de Minister op ieder ogenblik de bijzondere erkenning intrekken.

Hij geeft kennis van zijn gemotiveerde beslissing aan de beheerder, die over veertien dagen beschikt, te rekenen vanaf de datum waarop hij de notificatie ontvangen heeft, om een rechtvaardigingsgeschrift bij de Minister in te dienen.

§ 2. De Minister stuurt het dossier naar de Raad die de beslissing tot intrekking van de bijzondere erkenning onderzoekt.

Het volgende gedeelte van de procedure is hetzelfde als dit voorzien bij artikel 4, § 4, 5 en 6.

§ 3. De beslissing houdende intrekking van de bijzondere erkenning wordt met redenen omkleed en door de Minister aan de beheerder genotificeerd; een afschrift van deze beslissing wordt overgemaakt ter attentie van het bevoegd bestuur inzake psychiatrische verzorgingstehuizen van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Art. 9. De beslissing waarbij de bijzondere erkenning als psychiatrisch verzorgingstehuis wordt ingetrokken, wordt van kracht vanaf de elfde dag waarop zij werd medegedeeld.

Vanaf deze datum is het niet meer toegelaten nieuwe personen op te nemen die verzorging nodig hebben; de beheerder licht de gerechtigden op toelagen voor verzorging en hulpverlening voor de handelingen van het dagelijks leven onmiddellijk in over deze beslissing.

Art. 10. Een psychiatrisch verzorgingstehuis waarvoor een beslissing tot intrekking van de bijzondere erkenning werd genomen wordt beschouwd als niet meer deel uitmakend van de planning indien het niet opnieuw beantwoordt aan de in artikel 1, § 1 voorziene normen binnen de twee jaar die volgen op de datum waarop de bijzondere erkenning werd ingetrokken of desgevallend van het arrest van de Raad van State uitgesproken op basis van artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Art. 11. De inrichtende macht van een psychiatrisch verzorgingstehuis die beslist vrijwillig te verzaken aan de bijzondere erkenning van al de erkende bedden of van een gedeelte ervan moet de Minister er twee maanden op voorhand van verwittigen met vermelding van de datum waarop deze beslissing van kracht wordt.

Deze vrijwillige verzaking heeft de onmiddellijke uitsluiting van bedoelde bedden uit het kader van de planning tot gevolg.

Art. 12. De intrekking van de bijzondere erkenning en de datum waarop zij van kracht wordt, worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 13. § 1. De Minister kan bij gemotiveerde beslissing de onmiddellijke sluiting van een psychiatrisch verzorgingstehuis eisen om de openbare gezondheid te beveiligen.

Hij brengt de beheerder ervan op de hoogte en deze moet dan onmiddellijk voor de evacuatie van de in de instelling opgenomen personen zorgen.

De Raad wordt er eveneens van op de hoogte gesteld.

Het secretariaat van de Raad deelt onverwijld aan de beheerder de datum mede waarop de zaak zal onderzocht worden en verzoekt hem zijn opmerkingen te laten gelden en vóór de Raad te verschijnen.

§ 2. De Raad, ongeacht het gevolg dat aan het verzoek tot verschijning wordt gegeven, beraadslaagt en deelt onverwijld zijn advies mede aan de Minister die een definitieve beslissing neemt.

HOOFDSTUK VI. — *Algemene en overgangsbepalingen*

Art. 14. De aanvraag tot bijzondere erkenning en de handelingen van de procedure gebeuren per ter post aangetekende brief.

De artikelen 84 en 88 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 houdende bepaling van de procedure voor de bestuursafdeling van de Raad van State zijn van toepassing wat betreft de in dit besluit vastgestelde termijnen.

Art. 15. De instellingen die een aanvraag tot bijzondere erkenning als psychiatrisch verzorgingstehuis indienen zijn bij overgangsmaatregel niet verplicht het in artikel 2.2 bedoeld bescheid voor te leggen tot op een door de Minister te bepalen datum.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 17. De Minister van Gezondheid van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 september 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
Mevr. M. DE GALAN

Bijlage I

Model van formulier voor de toepassing van lid twee van artikel 5, § 4, van de wet van 27 juni 1978 houdende wijziging van de wet op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging

I. Inrichtende macht:
 Naam:
 Adres:
 Verantwoordelijke(n):
 Telefoonnummer:

Over te zenden naar het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken
 Algemene Directie voor de Gezondheid
 Dienst der verzorgingsinstellingen
 Leopold II-laan 44
 1080 Brussel

II. Voorwerp van de aanvraag:

1. Aantal bedden voor psychiatrische verzorging waarvoor een bijzondere erkenning wordt aangevraagd:
2. De verzorgingsbedden zijn geïnstalleerd in: (1)
 - een gedesaffekteerde ziekenhuisdienst O
 - een ziekenhuisdienst die niet in dienst werd gesteld O
 - een erkend rusthuis O

3. Datum van de indiensterneming van de bedden voor psychiatrische verzorging:

III. Vermindering van de ziekenhuisbedden.

Het aantal bedden in mindering omvat: (2)

1. In een/verschillende gedesaffekteerde ziekenhuisdienst(en):
 In dit geval wordt de verklaring in bijlage II bij dit besluit degelijk ingevuld bij dit formulier gevoegd.
2. In een rust- en verzorgingstehuis:
 In dit geval wordt de verklaring in bijlage III bij dit besluit, degelijk ingevuld bij dit formulier gevoegd.

Datum:

Handtekening + hoedanigheid

- (1) Gelieve een X op de geschikte plaats te zetten.
 (2) Enkel de passende rubriek invullen.

Bijlage II

Model van verklaring voor het ziekenhuis waar een verminderd van bedden door desaffectatie wordt doorgevoerd

I. Inrichtende macht:

Naam :
Adres :
Verantwoordelijke(n):
Telefoonnummer :

Over te maken aan het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken
Algemene Directie voor de Gezondheid
Dienst der verzorgingsinstellingen
Leopold II-laan 44
1080 Brussel

II. Bewijs van de vermindering van de bedden :

diensten (index)	Aantal best. bedden voor desaffect. a) aantal erkende bedden A, T, K, a, t, k, Vp b) andere bedden	Aantal gedesaffecteerd bedden a) aantal erkende bedden A, T, K, a, t, k, Vp b) andere bedden	Volgend aantal bedden in het ziekenhuis na desaffectatie	Aantal bedden voor psych. verzorging in het ziekenhuis waar de desaff. heeft plaatsgegrepen	Aantal bedden voor psych. verzorging buiten het ziekenhuis	Aantal plaatsen voor beschutte verblijfplaatsen

III. Identificatie van de instelling waar bedden voor verzorging worden gevraagd :

Naam :
Adres :
Verantwoordelijke(n):
Telefoonnummer :

Handtekening + hoedanigheid (+ datum) van de verantwoordelijken van het ziekenhuis waar de desaffectatie wordt toegepast
et van het P.V.T. waar de bedden voor psychiatrische verzorging zijn geplaatst

Bijlage III

Model van formulier voor de toepassing van artikel 6 van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 (nr. 1857) houdende vaststelling van de regelen inzake de gelijkwaardige vermindering van ziekenhuisbedden vereist voor het bekomen van een bijzondere erkenning voor verzorgingsbedden

I. Inrichtende macht :
 Naam :
 Adres :
 Verantwoordelijke(n) :
 Telefoonnummer :

II. Bewijs van de vermindering van de bedden :

Bedden T.R.V. erkend voor de desaffectatie	Bedden T.R.V. geprogrammeerd vóór de desaffectatie	Volgend aantal erkende bedden T.R.V.	Volgend aantal geprogrammeerde bedden T.R.V.	Aantal psychiatrische verzorgingsbedden

Datum van de desaffectatie van de verzorgingsbedden (T.R.V.) :

III. Identificatie van de instelling waar de psychiatrische verzorgingsbedden worden gevraagd :

Naam :
 Adres :
 Verantwoordelijke(n) :
 Telefoonnummer :

Handtekening + hoedanigheid (+ datum) van de verantwoordelijken van het T.R.V. waar de desaffectatie heeft plaatsgehad en het P.V.T. waar de psychiatrische verzorgingsbedden zullen geopend worden